



Liberté, Égalité, Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DIRECTION DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

REF

AFFAIRE SUIVIE PAR : MELLE COURGEY
TEL : 03 84 57 15 50

Arrêté de prescriptions complémentaires

S.A.S. CARRIERES CONCASTRI
à VOUEAUCOURT

ARRETE N°200808011292

LE PREFET DU DEPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU :

- le Code de l'Environnement, et notamment le Titre premier du Livre V (en particulier les articles R. 512-31, R. 512-33, R. 515-1 et R. 516-1),
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières, et notamment son article 11 4,
- l'arrêté préfectoral n° 920 du 23 mars 1990 autorisant la S.A.R.L. ETS CONCASTRI à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roche calcaire sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER-L'EVEQUE au lieu-dit « Champs de la Raye »,
- l'arrêté complémentaire n° 1305 du 19 juillet 1999 portant modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 1990 susvisé pour ce qui concerne les garanties financières,
- le dossier daté du 18 décembre 2007 par lequel Monsieur Arnaud CLIMENT, Président du conseil d'administration de la SAS CARRIERES CONCASTRI, sollicite la modification de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1990 modifié susvisé en ce qui concerne le comblement par des matériaux inertes extérieurs de la carrière du lieu-dit « Champs de la Raye »,
- le dossier reçu directement à la DRIRE le 25 mars 2008 qui complète le dossier susvisé et par lequel Monsieur Arnaud CLIMENT sollicite également le changement d'exploitant de la carrière du lieu-dit « Champs de la Raye » ;

- les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté en date du 11 avril 2008 ;
- l'avis de la formation spécialisée dite "des carrières" de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Territoire de Belfort en date du 8 juillet 2008 ;

CONSIDÉRANT d'une part, qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'environnement, la délivrance de l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L 511-1 du même code ;

CONSIDÉRANT d'autre part qu'aux termes de l'article L 516-1 du Code de l'environnement la mise en activité après une autorisation de changement d'exploitation d'une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières ;

CONSIDÉRANT que les modifications demandées par la SAS CARRIERES CONCASTRI sont acceptables moyennant certaines dispositions compensatoires concernant la mise en œuvre du remblaiement nécessaire pour le rétablissement sur le front Ouest de la distance horizontale de sécurité réglementaire entre le bord des excavations et la limite du périmètre sur lequel porte l'autorisation ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. -

La SAS CARRIERES CONCASTRI, dont le siège social est situé à VOUJEAUCOURT (25420), est autorisée à se substituer à la SARL ETS CONCASTRI, 4 rue de l'Église - 25490 DAMPIERRE-LES-BOIS, pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches calcaires située au lieu-dit « champs de la Raye » sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER-L'EVEQUE et autorisée par l'arrêté préfectoral n° 920 du 23 mars 1990 modifié susvisé.

ARTICLE 2. -

L'autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés à l'arrêté préfectoral n° 920 du 23 mars 1990 et à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1305 du 19 juillet 1999 en tout ce qu'ils ne sont pas modifiés aux dispositions suivantes.

ARTICLE 3. -

L'article 4 2 2 de l'arrêté n° 920 du 23 mars 1990 est complétée par la prescription suivante :

« La SAS CARRIERES CONCASTRI est tenu de reconstituer avant le 23 septembre 2013 une bande de sécurité de 10 mètres de largeur en limite ouest du périmètre visé à l'article 2.1 ci-dessus, par apport de matériaux inertes extérieurs

Le talus sera constitué avec une pente de 45° puis replanté d'espèces figurant parmi les groupements de végétaux présents dans le secteur, en respectant leur typologie espèces herbacées et arbustives »

ARTICLE 4. -

La SAS CARRIERES CONCASTRI, dont le siège social est situé à VOUJEAUCOURT (25420), est également tenu de se conformer, pour l'exploitation de la carrière de matériaux calcaires autorisée par l'arrêté n° 920 du 23 mars 1990 modifié susvisée, aux dispositions complémentaires suivantes :

ARTICLE 5 – Remblayage partiel de la carrière

La présente autorisation de remblayage partiel porte sur un volume global de matériaux de remblais extérieurs à la carrière d'environ 165 000 m³ (environ 300 000 tonnes) qui seront mis en place comme mentionné sur le plan en annexe au présent arrêté complémentaire.

La quantité maximale annuelle d'apport de matériaux inertes extérieurs est fixée à :

- **75 000 t/an par contre-transport**, c'est à dire par des camions qui arrivent chargés de déchets inertes et repartent avec des matériaux provenant de la carrière « Ragie Bergeraie »,
- **25 000 t/an par transport simple.**

5.1 - Tri préalable

Le dépôt de matériaux inertes tel que présenté en annexe, ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux extérieurs doivent être préalablement triés, c'est à dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

5.2 – Bordereau de suivi

Les apports extérieurs sont accompagnés de bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

En particulier seuls seront acceptés **dans le cas de transport simple** les déchets inertes provenant de chantiers situés sur les communes du Sud-Territoire suivantes : BEAUCOURT, BORON, BREBOTTE, BRETAGNE, CHAVANATTE, CHAVANNES-LES-GRANDS, COURCELLES, COURTELEVANI, CROIX, DELLE, FAVEROIS, FECHÉ-L'ÉGLISE, FLORIMONT, FROIDEFONTAINE, GRANDVILLARS, GROSNE, JONCHEREY, LEBETAIN, LEPUIX-NEUF, MEZIRE, MORVILLARS, MONTBOUTON, RECHESY, RECOUVRANCE, SUARCE, SAINT-DIZIER-L'ÉVÊQUE, THIANCOURT, VELLESCOT et VILLARS-LE-SEC.

5.3 – Registre d'entrée

L'exploitant doit tenir à jour un registre, tenu en particulier à la disposition de l'inspection des installations classées, sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités pesées, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

5.4 – Modalités de remblayage

Les modalités de remblayage sont les suivantes :

➤ nature des déchets admis :

Les matériaux susceptibles d'être autorisés sont exclusivement des matériaux solides et inertes correspondant à des déblais provenant des chantiers de terrassement, de construction, de rénovation, de démolition ou de carrières, constitués exclusivement de bétons, briques, tuiles et céramiques, matériaux de construction à base de produits minéraux naturels inertes, de terres non polluées, pierres et cailloux.

Sont exclus les matériaux non inertes et en particulier les matières végétales putrescibles (bois, papier, carton), les hydrocarbures, peintures, solvants, produits bitumineux, enrobés, plâtre, émulsions, ferrailles, matières plastiques et tous composés souillés par ces éléments ou tout autres produits (tel que l'amiante).

➤ Opérations de tti :

Lorsque les déchets venant de l'extérieur arriveront sur le site, une pesée sera effectuée. Un contrôle visuel et olfactif sera réalisé par l'opérateur du site avant déchargement des matériaux sur une aire étanche ; cette aire sera entourée par un caniveau relié à un point bas également étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ces eaux devront transiter par un décanteur – déshuileur, équipé d'un obturateur automatique, avant leur rejet qui devra respecter les normes de rejet dans le milieu naturel (arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et installations de premier traitement des matériaux de carrières).

La terre végétale sera stockée à part et devra servir à la revégétalisation des zones complètement remblayées.

En cas de découverte (avant ou après le déchargement des déchets sur l'aire étanche) ne rentrant pas dans la catégorie définie ci-dessus, le chargement sera restitué au producteur.

➤ Conditions d'utilisation des matériaux extérieurs admis sur le site :

S'ils sont acceptés, les matériaux seront transportés de la plate-forme de réception (aire étanche) à la zone de remblayage c'est à dire au niveau du talus généré contre le front ouest de la carrière).

ARTICLE 6. -

Le présent arrêté sera notifié au Directeur de la S.A.S. CARRIERES CONCASTRI – 9 route d'Audincourt – BP 9 - 25420 VOUJEAUCOURT.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence sur le site de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera publié, au frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux du Territoire de Belfort et sera affiché par les soins du Maire en mairie de SAINT-DIZIER-L'EVEQUE pendant un mois.

La présente notification peut être déférée au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le délai de recours est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication et de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 7. -

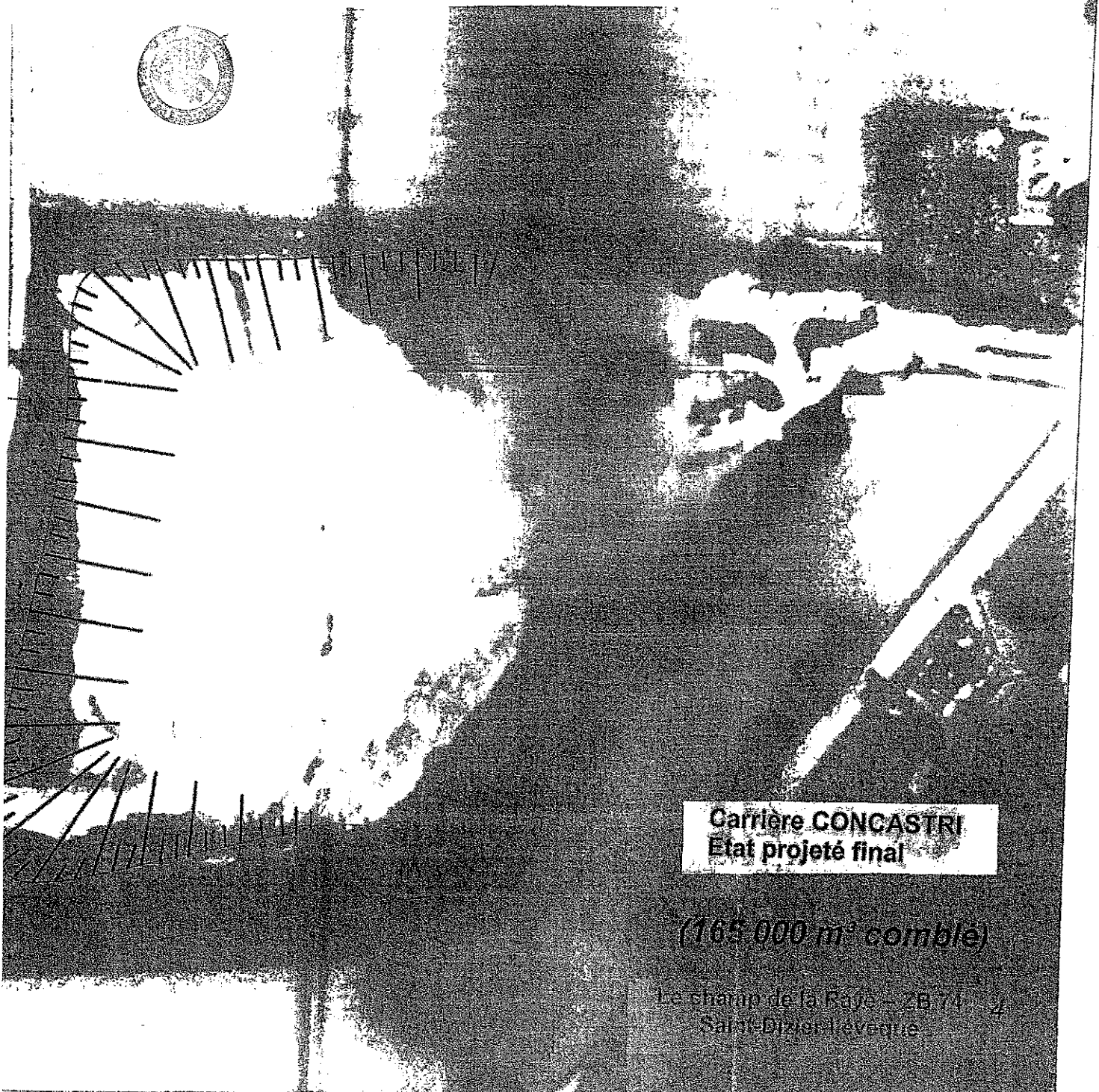
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort, Monsieur le Maire de SAINT-DIZIER-L'EVEQUE ainsi que Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,
- Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National des Forêts,
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté - 21 b rue Alain Savary - 25000 BESANÇON,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté – Groupe de Subdivisions Nord Franche-Comté – 4 rue des Chênes - 90800 ARGIESANS.

Belfort, le 1^{er} AOÛT 2008
Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

JOËL MERCIER



Carrière CONCASTRI
Etat projeté final

(165 000 m³ comble)

Le champ de la Raye - ZB 74
Saint-Dizier-le-Verrier

